

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal d' Afghanistan Les dossiers

N° 462 du 21.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_afghans.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

'La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être'.

(MICHEL BOUNAN)

Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qaïda' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

## Sommaire :

1 Tiré à part :

Jean-Dominique Merchet : Les Américains envoient des chars lourds en Afghanistan.

Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Benazir Bhutto : Ben Laden est mort !

1-2 Ben Laden menace la France et exige son retrait d'Afghanistan

1-3 Manipulations et trucages de la Cia.

1-4 11-Septembre : les cailloux dans la chaussure.

1-5 Oussama, l'Ouma et le média

1-6 Michael Moore : Afghanistan: Rien ne va plus...

1-7 Noam Chomsky : La guerre en Afghanistan est un acte criminel.

Naom Chomsky - Interview de la TV iranienne PressTV le 3 novembre 2010

1-8 Normand Beaudet : Les Forces Canadiennes, Recrutent-elles de la "chair à canon" ?

## 2 Les Brèves

2-1 Jean-Marc Trappier : L'armée afghane incapable de prendre le relais de l'OTAN ?

2-2 Jean-Marc Trappier : Afghanistan/OTAN : présence militaire canadienne jusqu'en 2014.

2-3 Meurtres délibérés d'Afghans: un soldat américain devant la justice aux USA.

2-4 E.-U: hausse du nombre de suicides chez les anciens combattants.

2-5 Le président Karzaï condamne une opération antidrogue russo-américaine...

2-6 L'aide des USA à la reconstruction perdue dans un "labyrinthe".

2-7 Guantanamo : Les Brèves

2 Violation des engagements internationaux par les Etats-Unis.

3 Khadr raconte la menace de viol à Bagram.

4 Omar Khadr condamné à 40 ans de prison par un tribunal militaire d'exception.

---

---

---

Tiré à part :

## Jean-Dominique Merchet : Les Américains envoient des chars lourds en Afghanistan.

Tout va bien et même de mieux en mieux en Afghanistan. La preuve : les Américains vont y dépêcher pour la première fois depuis 2001 une compagnie d'une quinzaine de chars Abrams M1. Servis par les Marines, ils seront déployés dans le nord de la province du Helmand.

Dans le Washington Post, qui révèle l'information, un officier américain estime que les blindés vont apporter "l'effroi, le choc et la puissance de feu", reprenant des mots ("shock and awe") qui avaient eu leur heure de gloire au moment de la guerre d'Irak. On s'éloigne, au moins dans la région de Kandahar, de la politique de conquête des coeurs et des esprits et de la gentille contre-insurrection...

D'autant que les Abrams ne sont qu'un élément du dispositif militaire. En octobre, l'aviation alliée a ainsi largué un millier de bombes, le chiffre le plus élevée depuis 2001. Et les opérations spéciales dites "kill or capture" ont été multipliées par trois depuis un trimestre. Bref, c'est la guerre.

Jean-Dominique Merchet

**Jean-Dominique Merchet**, journaliste à Marianne, je m'occupe des questions militaires depuis une vingtaine d'années. C'est une passion dans laquelle je suis tombé tout petit...

Né en 1959, franc-comtois et versaillais, je suis un auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN 49). J'ai créé ce blog en 2007 (*avant novembre 2010 sur libé+*).

19 Novembre 2010

---

## 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 1-1 Benazir Bhutto : Ben Laden est mort !

Vidéo : Interview-confiance de Benazir Bhutto peu de temps avant son assassinat : elle se sentait menacée par les services secrets pakistanais.

<http://www.reopen911.info/video/benazir-bhutto-affirme-que-ben-laden-est-mort.html>

Ben Laden inculpé par les Etats-Unis ... mais pas pour les attaques du 11 Septembre

<http://www.reopen911.info/11-septembre/ben-laden-a-nie-a-plusieurs-reprises-toute-implication-dans-les-attaques-du-11-septembre-et-il-n-est-toujours-pas-inculpe-par-les-autorites-americaines-pour-ces-attaques/Hijack>

Vendredi 29 Octobre 2010

[http://www.alterinfo.net/Ben-Laden-terroriste-bon-teint-bon-oeil-exhibe-selon-les-besoins-\\_a51229.html](http://www.alterinfo.net/Ben-Laden-terroriste-bon-teint-bon-oeil-exhibe-selon-les-besoins-_a51229.html)  
Monde 27/10/2010 à 14h07 (mise à jour à 19h15)

---

### 1-2 Ben Laden menace la France et exige son retrait d'Afghanistan.

Oussama ben Laden s'est exprimé dans un nouveau message sonore cité mercredi par la chaîne de télévision Al-Jazira. (Photo AFP)

Le chef d'Al-Qaeda, Oussama ben Laden, a affirmé que la France ne connaîtrait la sécurité que si elle se retirait d'Afghanistan et cessait «ses injustices» à l'égard des musulmans, dans un message audio justifiant l'enlèvement de Français au Sahel, et diffusé mercredi sur al-Jazira. De quoi justifier, explique ce soir le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, le maintien du plan «Vigipirate» rouge.

Dans ce court message sonore adressé «au peuple français», diffusé par la chaîne qatarie basée à Doha, Ben Laden estime en outre qu'il est «du droit» des musulmans de riposter par la violence contre «les envahisseurs français» à l'interdiction du voile intégral.

Le chef d'Al-Qaeda affirme, dans son réquisitoire, vouloir expliquer «les raisons» qui justifient «les menaces contre votre sécurité et la prise en otages de vos fils».

Fin septembre-début octobre, les autorités françaises avaient fait état d'une menace «réelle» dans le pays et appelé à la vigilance.

«Le seul moyen de préserver votre sécurité est de mettre un terme à toutes vos injustices à l'égard de notre nation, notamment votre retrait de la maudite guerre de Bush en Afghanistan, et de mettre fin au colonialisme direct et indirect», dit Ben Laden. Environ 3.750 soldats français sont stationnés en Afghanistan.

Il se demande comment la France peut «participer à l'occupation de nos pays et aider les Américains à tuer nos enfants et nos femmes», et vouloir en même temps «vivre en sécurité et en paix».

«Comme vous menacez notre sécurité, nous menaçons votre sécurité»

Le chef d'Al-Qaeda accuse en outre la France de «s'ingérer dans les affaires des musulmans, dans le nord et l'ouest de l'Afrique en particulier», justifiant l'enlèvement sur le site d'une mine d'uranium du groupe français Areva à Arlit (nord du Niger) de cinq Français, d'un Togolais et d'un Malgache.

«La prise en otages de vos experts au Niger, qui étaient sous la protection de vos agents est intervenue en réaction à l'injustice que vous pratiquez à l'égard de notre nation islamique», dit le chef d'Al-Qaeda.  
«Tout comme vous tuez, vous êtes tués. Tout comme vous prenez des prisonniers, vous êtes pris en otages. Comme vous menacez notre sécurité, nous menaçons votre sécurité», ajoute-t-il.

Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué le 21 septembre l'enlèvement des cinq Français. Les autorités françaises ont assuré qu'elles étaient prêtes à engager des pourparlers avec Aqmi pour obtenir la libération de ces otages.

Selon des sources maliennes et françaises, les otages sont détenus dans des collines désertiques du Timétrine, dans le nord-est du Mali, à une centaine de kilomètres de l'Algérie.

Parmi ces otages, la Française Françoise Larribe a peu de temps avant son enlèvement, subi une chimiothérapie, selon un de ses proches. Selon des intermédiaires qui ont rencontré ses ravisseurs, elle a un besoin urgent de soigner un cancer.

Un dernier message diffusé début octobre

Evoquant l'interdiction du voile intégral en France, que le Parlement a voté le 14 septembre, et qui sera effective au printemps 2011, Ben Laden s'est par ailleurs demandé: «s'il est du droit de la France d'interdire aux femmes libres de porter le voile, n'est-il pas de notre droit de pousser au départ vos hommes envahisseurs en leur tranchant la tête?»

Le dernier message du chef d'Al-Qaeda avait été diffusé début octobre. Il s'inquiétait alors du changement climatique et lançait un appel à l'aide en faveur des victimes des inondations dévastatrices au Pakistan.

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/01012298820-ben-laden-demande-le-retrait-des-troupes-francaises-d-afghanistan?xtor=EPR-450206>

---

### 1-3 Manipulations et trucages de la Cia.

Le meilleur expert américain de Ben Laden est d'accord. Le Professeur Bruce Laurent, chef du département des études religieuses de Duke University, vient de publier un ouvrage avec les traductions des discours de Ben Laden. Il dit que le récent enregistrement est un faux et qu'il est possible que Ben Laden ne soit même plus vivant. Les enregistrements de Ben Laden truqués « vérifiés par la CIA » ne sont pas une nouveauté. Chaque document supposé émaner de Ben Laden depuis 2001 s'est avéré être un faux de manière flagrante. La dernière fois que nous avons entendu parler du vrai Ben Laden était dans ses affirmations à des journalistes pakistanais après le 11 septembre : "J'insiste pour dire que je n'ai pas perpétré cet acte, qui apparaît avoir été perpétré par des individus avec leur motivation propre. ... J'ai déjà dit que je n'étais pas impliqué dans les attaques de 11 septembre contre les Etats Unis... Je n'avais aucune connaissance de ces attaques."

Puis le 13 décembre 2001, alors que George Bush pleurnichait au sujet "des théories conspirationnistes indignes" qui se propageaient comme un feu de broussailles, la première et la plus médiocre des cassettes où « Ben Laden parle d'outre-tombe » est apparue. La qualité du son et de l'image vidéo était horrible. La vidéo montrait un grand type avec une barbe noire, faisant une pâle imitation de la voix de Ben Laden, revendiquant une connaissance préalable, si ce n'est une responsabilité, des attaques du 11 septembre, et se réjouissant de leur succès. Le problème était que le grand type n'était clairement pas Ben Laden. Il pesait au moins 20 ou 25 kilos de plus, et les lignes de son visage étaient manifestement différentes.

Le " gros Ben Laden " était complètement ridicule, et je cherche encore à rencontrer un observateur avisé qui le considère authentique. (Si vous n'avez pas encore réalisé ça vous même, revenez en arrière, regardez les images vidéo comparez les aux autres images de Ben Laden.) Mais les médias ont laissé passer la supercherie sans poser les vraies questions : pourquoi le gouvernement des Etats-Unis agitait-il devant nos yeux cette confession manifestement fautive ?

C'est peut-être en raison de l'hilarité générale provoquée par le " gros Ben Laden " que le message d'outre-tombe suivant n'avait pas d'images ; c'était une cassette audio remise à Al Jazeera à l'automne 2002. La CIA l'a authentifiée et a alors reçu une grande claque quand, en Suisse, les plus grands experts au monde en matière d'identification de la voix ont annoncé que "le message avait été enregistré par un imposteur."

Depuis lors, chaque message de Ben Laden a été également faux. Ils sont publiés à des moments où le régime Bush a besoin d'un coup de pouce et les médias américains s'accommodent bien de la supercherie. Vous rappelez-vous l'enregistrement de Ben Laden qui a fait les gros titres juste avant l'élection présidentielle de 2004 ? Si vous n'aviez pas réalisé que c'était un film publicitaire produit par la CIA pour George Bush, j'ai quelques bons indices à vous vendre. Walter Cronkite [journaliste américain très respecté], bénie soit son âme, était d'avis que Karl Rove était derrière cette bande. Mais le reste des médias a simplement continué à prétendre que l'empereur avait été abusé.

Et la supercherie continue. Un précédent soi disant enregistrement de Ben Laden a été ridiculisé par le plus grand expert de Ben Laden aux Etats-Unis ; pourtant les médias américains continuent de maintenir un voile pudique sur les propos de Cronkite ! Le Professeur Laurent croit que ce faux enregistrement a été conçu pour détourner l'opinion mondiale du massacre horrible de civils pakistanais par un drone errant de la CIA. Mais il peut avoir d'autres objectifs, plus sinistres : préparer l'opinion publique à une autre attaque de type 11 septembre orchestrée pour déclencher une attaque nucléaire israélo-américaine sur l'Iran.

<http://www.bladi.net/forum/65317-cassette-ben-laden-manipulation-trucage-cia/>

11-Septembre : les cailloux dans la chaussure

<http://mobile.agoravox.fr/actualites/medias/article/11-septembre-les-cailloux-dans-la-81050>

La falsification des prétendues vidéos d'Al-Qaida a été prouvée

Des résumés d'une présentation de Neal Krawetz, expert en informatique américain, à l'occasion de la « BlackHat conference » pour la sécurité informatique à Las Vegas le 3 août (<http://blog.wired.com/27bstroke6/fi...>) circulent actuellement dans quelques rares médias imprimés et surtout sur des sites web internationaux. Krawetz a présenté des preuves que les prétendues bandes vidéo d'Al-Qaida ont, en règle générale, été manipulées. Les bandes vidéo d'Al-Qaida ont été retravaillées par l'entreprise américaine IntelCenter. A l'aide d'un exemple, Krawetz a montré comment le prétendu logo de l'émetteur d'Al-Qaida « As Sahab » a, tout comme le logo d'IntelCenter, été ajouté à cette bande vidéo de façon identique.

IntelCenter est une entreprise privée qui rend des « services » aux services secrets. L'entreprise collabore étroitement avec le Pentagone, son personnel se recrute surtout parmi les anciens collaborateurs des services secrets de l'armée américaine. L'année dernière déjà, le groupe anti-guerre états-unien « Prison Planet » avait prouvé qu'IntelCenter avait sous-titré des images d'Al-Qaida de l'an 2001 avec de nouveaux textes de l'an 2006. Les jugements concernant le fait indéniable de ces falsifications diffèrent. Le 4 août, la Junge Welt a écrit : « Tout cela renforce le vieux soupçon que le Pentagone lui-même se cache derrière les menaces de l'Al-Qaida. Celles-ci ont toujours apparues à un moment où elles étaient d'une grande importance pour l'administration Bush. »

Il est intéressant qu'un rapport du site Telepolis du 7 août dénie cela en se référant, comme preuve, à une déclaration du porte-parole d'IntelCenter – un fait qui en dit long ! Le blog politique DaRockwilda a expliqué le 6 août pourquoi il n'était vraisemblablement pas possible qu'il existe une entreprise de production de bandes vidéo propre à Al-Qaida, vu le niveau technique des moyens de reconnaissance actuels des services secrets : « S'il y avait vraiment une organisation terroriste mondiale de l'envergure prétendue qui dispose d'une voie de communication quelconque vers l'Occident, pourquoi cette voie n'a-t-elle pas été découverte, identifiée et utilisée pour arrêter les leaders d'Al-Qaida ? Peut-être parce qu'Al-Qaida n'est qu'un fantôme de propagande des militaires bellicistes de Washington et d'autres capitales ? [...] N'acceptez pas qu'on vous fasse croire que les pouvoirs publics sont capables de trouver le moindre petit « téléchargeur de musique », alors qu'ils n'accepteraient jamais qu'une agence de médias des terroristes puisse produire ses petits films en toute tranquillité. »

<http://www.voltairenet.org/article150971.html>

---

## 1-4 11-Septembre : les cailloux dans la chaussure.

La falsification des prétendues vidéos d'Al-Qaida a été prouvée

Des résumés d'une présentation de Neal Krawetz, expert en informatique américain, à l'occasion de la « BlackHat conference » pour la sécurité informatique à Las Vegas le 3 août (<http://blog.wired.com/27bstroke6/fi...>) circulent actuellement dans quelques rares médias imprimés et surtout sur des sites web internationaux. Krawetz a présenté des preuves que les prétendues bandes vidéo d'Al-Qaida ont, en règle générale, été manipulées. Les bandes vidéo d'Al-Qaida ont été retravaillées par l'entreprise américaine IntelCenter. A l'aide d'un exemple, Krawetz a montré comment le prétendu logo de l'émetteur d'Al-Qaida « As Sahab » a, tout comme le logo d'IntelCenter, été ajouté à cette bande vidéo de façon identique.

IntelCenter est une entreprise privée qui rend des « services » aux services secrets. L'entreprise collabore étroitement avec le Pentagone, son personnel se recrute surtout parmi les anciens collaborateurs des services secrets de l'armée américaine. L'année dernière déjà, le groupe anti-guerre états-unien « Prison Planet » avait prouvé qu'IntelCenter avait sous-titré des images d'Al-Qaida de l'an 2001 avec de nouveaux textes de l'an 2006. Les jugements concernant le fait indéniable de ces falsifications diffèrent. Le 4 août, la Junge Welt a écrit : « Tout cela renforce le vieux soupçon que le Pentagone lui-même se cache derrière les menaces de l'Al-Qaida. Celles-ci ont toujours apparues à un moment où elles étaient d'une grande importance pour l'administration Bush. »

Il est intéressant qu'un rapport du site Telepolis du 7 août dénie cela en se référant, comme preuve, à une déclaration du porte-parole d'IntelCenter – un fait qui en dit long ! Le blog politique DaRockwilda a expliqué le 6 août pourquoi il n'était vraisemblablement pas possible qu'il existe une entreprise de production de bandes vidéo propre à Al-Qaida, vu le niveau technique des moyens de reconnaissance actuels des services secrets : « S'il y avait vraiment une organisation terroriste mondiale de l'envergure prétendue qui dispose d'une voie de communication quelconque vers l'Occident, pourquoi cette voie n'a-t-elle pas été découverte, identifiée et utilisée pour arrêter les leaders d'Al-Qaida ? Peut-être parce qu'Al-Qaida n'est qu'un fantôme de propagande des militaires bellicistes de Washington et d'autres capitales ? [...] N'acceptez pas qu'on vous fasse croire que les pouvoirs publics sont capables de trouver le moindre petit « téléchargeur de musique », alors qu'ils n'accepteraient jamais qu'une agence de médias des terroristes puisse produire ses petits films en toute tranquillité. »

<http://mobile.agoravox.fr/actualites/medias/article/11-septembre-les-cailloux-dans-la-81050>

<http://www.voltairenet.org/article150971.html>

---

## 1-5 Oussama, l'Ouma et le média

Le diplomate américain Richard Holbrooke se demandait : « Comment se fait-il qu'un type dans une caverne puisse gagner la bataille de la communication contre la première société de l'information au monde ? ». Le type en question s'est fait mettre en scène de l'événement le plus filmé de l'histoire, le 11 Septembre. Il est vedette d'un feuilleton où les cassettes scandent ses réapparitions sporadiques. Son visage est reproduit à un nombre

d'exemplaires que seules surpassent les icônes de Che Guevara.

Bref, Oussama ben Laden apparaît à beaucoup comme un grand communicateur capable d'employer contre l'Occident l'instrument sur lequel celui-ci comptait pour séduire le reste du monde : ses écrans. Il est tentant de pousser le paradoxe plus loin : ainsi les spécialistes du renseignement auraient donné à Al Quāida le nom de code de « Disneyland ». Comme Disneyland l'organisation possède des succursales indépendantes dans le monde entier. Et, comme à Disneyland le personnel porte des masques et emprunte des identités . Peut-on discerner dans l'action d'Al Quāida une logique médiatique qui reflète sa spécificité stratégique ou idéologique ? Ou pour élargir la question : la mouvance jihadiste représente-t-elle quelque chose de radicalement nouveau par rapport à la vieille « propagande par le fait » ?

Vendredi 29 Octobre 2010

<http://www.alterinfo.net/Ben-Laden-terroriste-bon-teint-bon-oeil-exhibe-selon-les-besoins- a51229.html>

---

## 1-6 Michael Moore : Afghanistan: Rien ne va plus...

Michael Moore a questionné le 11-Septembre dès 2004 avec son film Fahrenheit 9/11, palme d'or la même année, un an après le discours de Dominique de Villepin à l'ONU refusant d'engager la France dans une guerre en Irak. Il y remonte la piste saoudienne, comme Guillaume Dasquié dans son "Oussama, la vérité interdite", qui avait attiré sur lui les foudres de Khalid Ben Mahfouz, banquier saoudien décédé l'an passé. Entertainment Weekly vient d'ailleurs de le classer premier d'une série de douze films documentaires "qui ont changé le monde". Où l'on voit George Bush lui intimer l'ordre de "se trouver un vrai métier" au lieu de déambuler dans les halls d'hôtel ou les ministères et troubler l'ordre des puissants.

Puis lors d'une avant-première de son film SICKO, le 17 juin 2007 à New York, il avait déclaré que suite aux nombreuses discussions qu'il a eues avec les pompiers de New York, dont beaucoup souffrent aujourd'hui de troubles et d'infections respiratoires, il les avait entendu faire part de nombreuses explosions, et que selon lui "il y avait encore beaucoup plus à dire sur cette histoire que ce qu'on nous en a dit", et qu'il "soutenait une nouvelle enquête pour établir toute la vérité avant qu'on ne s'éloigne trop [de cette date]". Il se considère comme "le premier à vouloir visionner la centaine de vidéos faites autour du Pentagone" parce qu' "il connaît bien l'endroit pour y avoir déjà tourné".

Même si dans cet article Michael Moore s'en tient au constat de la culpabilité d'extrémistes islamistes pour ces attentats, il est intéressant de constater que sa verve et son approche des faits de guerre en Afghanistan, cynique pour certains, lucide pour d'autres, le conduisent à la même conclusion que le Mouvement international pour la vérité sur le 11/9 : nous devons quitter immédiatement et sans condition l'Afghanistan, comme 70% des Français le souhaitent selon l'IFOP (cherchez l'erreur)... Enfin, comment ne pas comprendre que cette donnée machiavélienne fondamentale, selon laquelle il faudrait absolument protéger les faibles malgré eux et contre eux-mêmes, prête à duplicité et a été parfaitement assimilée par les dirigeants impliqués dans la pseudo-guerre afghane, et qu'ils s'en servent comme autojustification de leur politique de tension et d'apeurement des populations que Michael Moore dénonce ici. Après tout, tous les moyens sont bons en politique comme ailleurs pour se donner de bonnes raisons de dormir tranquille, bien calé sur ses certitudes du travail bien fait, tandis que la rue vote massivement contre.

Voici donc en exclusivité un Président Obama qui pour le coup, mériterait enfin son prix Nobel. A vous de juger.

...Lire également ...(dans annexe)

Published on octobre 10, 2010 par Blue Rider

traduction et mise en forme Bluerider

<http://www.reopen911.info/News/2010/10/10/Afghanistan-rien-ne-va-plus-4-par-michael-moore/>

---

## 1-7 Noam Chomsky : La guerre en Afghanistan est un acte criminel.

Le vénérable universitaire américain Noam Chomsky n'en finit pas de « tourner autour du pot » au sujet du 11 Septembre[1].

Pourtant cette fois, l'évolution est de taille : en se positionnant contre neuf années d'insinuations et de confusion de la part de la Maison Blanche et des médias occidentaux, qui font d'Oussama ben Laden le « mastermind » évident du 11 Septembre (quand ce n'est pas Khalid Mohammed Sheikh, ou Omar Sheikh, ou d'autres selon les circonstances), Noam Chomsky se rapproche de la vérité nue.

Sur l'Afghanistan, après Eric Margolis, ou encore Paul Craig Roberts, ou le haut magistrat Dieter Deiseroth, ou aussi Jean-Luc Melenchon en France (ils sont peu nombreux ici) voilà cette fois un intellectuel de premier plan qui questionne logiquement la légalité de la présence américaine et de l'OTAN.

Comme lui, nous pensons que la guerre en Afghanistan est un acte criminel.

Nous vous renvoyons à nos précédentes News en bas d'article pour vous remémorer l'évolution des déclarations de cet éminent linguiste.

Rappelons aussi que face à cet « étai de la vérité » qui se resserre inexorablement d'année en année, nous aurions apprécié à la rédaction que le film hagiographique et pontifiant Chomsky et Compagnie, de Daniel Mermet, nous donne l'opportunité d'en savoir plus sur une certaine année... 2001, mystérieusement absente de ce documentaire... lente est la progression, mais lente le restera-t-elle ?

## Naom Chomsky - Interview de la TV iranienne PressTV le 3 novembre 2010

« Le motif explicite et public de la guerre en Afghanistan était de contraindre les résistants à livrer aux Etats-Unis les gens qu'ils accusaient d'être impliqués dans les actes terroristes contre le World Trade Center et le Pentagone.

Les résistants... ont exigé des preuves... et l'administration Bush a refusé d'en fournir. »

L'universitaire de 81 ans a fait cette remarque sur PressTV dans l'émission « Une simple question »

« Nous avons plus tard découvert l'une des raisons pour lesquelles ils n'ont pas fourni de preuves : ils n'en avaient aucune. »

L'analyste politique a aussi dit que l'inexistence de telles preuves fut confirmée par le FBI huit mois plus tard.

« la direction du FBI, après l'enquête internationale la plus importante de l'histoire, a informé la presse que le FBI soupçonnait que le complot ait pu être préparé en Afghanistan, mais qu'il a probablement été organisé aux Emirats-Arabis-Unis et en Allemagne. »

Chomsky a ajouté qu' « après 3 semaines de guerre, un officier britannique déclara que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne continueraient de bombarder, jusqu'à ce que le peuple afghan renverse les résistants... C'est ce qui fut ensuite invoqué comme justification de la guerre. »

« Tout cela était totalement illégal, et même plus, c'était criminel », a déclaré Chomsky.

vidéo N.Chomsky: Aucune preuve contre al-Qaida pour le 11-Septembre

[http://www.dailymotion.com/video/xfkme6\\_n-chomsky-aucune-preuve-contre-al-qaida-pour-le-11-septembre\\_news#from=embed](http://www.dailymotion.com/video/xfkme6_n-chomsky-aucune-preuve-contre-al-qaida-pour-le-11-septembre_news#from=embed)

Comme Wired l'a rapporté le 27 septembre 2001 :

Le Président Bush a déclaré qu'il dispose des preuves de la présence de ben Laden derrière les attaques, donc il semblait évident que le FBI allait l'inclure sur sa page web dans la liste des dix terroristes les plus recherchés.

Réfléchissez...

Ben Laden figure dans la liste, mais [seulement] pour les attentats de 1998 contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya. Il n'y a aucune mention de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, ou de l'attaque contre l'USS Cole en 2000. Dans les deux cas pourtant, il est fortement soupçonné d'en être l'organisateur. et ne parlons pas du 11-Septembre.

La raison ? Les fugitifs sur la liste doivent être formellement inculpés et ben Laden est un simple suspect dans les attaques récentes contre New York et Washington.

« Il va se passer un temps considérable avant que quiconque associé aux attentats soit véritablement inculpé » a dit Rex Tomb, qui est à la tête du département des relations publiques [du FBI] en matière d'accusations et qui participe aux décisions de faire apparaître ou non un accusé sur la liste. « Pour inculper quelqu'un d'un crime, il faut avoir trouvé des preuves qui confirment vos suspicions, et qu'un juge ait déclaré qu'il va porter l'affaire en justice. »

Larry C. Johnson, ancien officier de la CIA qui était directeur adjoint du bureau du contre-terrorisme au département d'Etat [NdT. équivalent plus large de notre ministère des Affaires étrangères], de 1989 à 1993, a déclaré dans une interview du 12 septembre 2001 sur Frontline qu'il n'y a aucune preuve concrète de la responsabilité de ben Laden pour l'USS Cole et pour l'attentat de 1993 au WTC, mais que ben Laden a célébré ces attentats et s'est associé à des gens qui en sont responsables.

Le Président Bush a promis de révéler les preuves des liens entre ben Laden et les pirates suicidaires qui ont attaqué le World Trade Center et le Pentagone. Ben Laden a applaudi les attentats tout en niant toute implication directe.

Mais l'administration Bush n'a jamais publié de telles preuves.

Comme je l'ai écrit en décembre dernier:

Le Président Obama a déclaré mardi soir, pour justifier le renforcement des troupes en Afghanistan : « Nous n'avons pas cherché ce combat. Le 11 septembre 2001, 19 hommes ont détourné 4 avions et les ont utilisés pour assassiner près de 3000 personnes. La base d'al-Qaïda était l'Afghanistan, où ils étaient hébergés par les résistants qui refusèrent de remettre Oussama ben Laden. »

Est-ce vrai?

Le 14 octobre 2001, les résistants proposèrent de livrer ben Laden à un pays neutre si les USA cessaient les bombardements et si on leur apportait la preuve de l'implication de ben Laden dans le 11-Septembre. Plus précisément, comme l'a écrit The Guardian :

De retour à la Maison Blanche après un week-end à Camp David, le Président a déclaré que les bombardements ne cesseraient pas, à moins que les résistants au pouvoir « défèrent ben Laden, défèrent ses compagnons de route, défèrent tous les otages qu'ils détiennent. » Il a ajouté « Il n'y a pas besoin de discuter d'innocence ou de culpabilité. Nous savons qu'il est coupable. »

Le Premier ministre adjoint de l'Afghanistan, Haji Abdul Kabir, déclara aux reporters que les résistants exigeaient les preuves comme quoi ben Laden était derrière les attentats de Septembre-2001.

« Si on donne aux résistants la preuve qu'Oussama ben Laden est impliqué, et que la campagne de bombardements cesse, alors nous sommes prêts à le déférer à un pays tiers », a ajouté M. Kabir.

Cependant, The Guardian fait ensuite remarquer:

« Un ministre taliban haut placé a proposé un accord de dernière minute pour déférer Oussama ben Laden au cours d'une visite secrète à Islamabad », ont déclaré au Guardian la nuit dernière des sources haut placées au Pakistan.

« Pour la première fois, les résistants ont proposé de déférer Ben Laden pour être jugé dans un pays différent des USA sans demander d'abord à voir les preuves, en échange d'une cessation des bombardements, » a déclaré une source proche des chefs de l'armée pakistanaise.

Et pourtant... les USA déclinèrent l'offre et au lieu de cela déclenchèrent la guerre. Et en 2006, l'agent du FBI Rex Tomb répondit au journaliste Ed Haas que le FBI n'avait toujours pas suffisamment de preuves

« La raison pour laquelle le 11-Septembre n'est pas mentionné sur la fiche d'Oussama ben Laden « recherché » (Wanted) est que le FBI n'a aucune preuve tangible reliant ben Laden au 11-Septembre. »

En fait, de nombreux leaders progressistes ont exprimés des doutes sur le 11-septembre, y compris Daniel Ellsberg, Ray McGovern, William Blum, Dennis Kucinich, Mike Gravel, Lewis Lapham, Dan Hamburg, Michael Moore, Cindy Sheehan, Amy Goodman, Thom Hartmann, Rabbi Michael Lerner, Marc Crispin Miller, Howard Zinn, Robert McChesney, Gore Vidal, Chris Floyd, Robert Fisk, Medea Benjamin, Doris « Granny D » Haddock, Paul Hawken, David Cobb, Randy Hayes, Ernest Callenbach, Dennis Bernstein, Paul H. Ray, Michael Franti, Janeane Garafalo and Ed Asner.

De même que des conservateurs traditionalistes de premier plan. Et les commissionnaires du 11-Septembre eux-mêmes

Notes ReOpenNews :

1. On se réfèrera notamment à l'analyse que faisait le chercheur David ray Griffin de la position de Noam Chomski sur le 11-Septembre telle qu'il l'exprimait en avril 2006, et qui semble donc avoir notablement évolué depuis.

<http://11septembre2001.blogspot.com/>

<http://comprendrelemonde.fr/histoire-et-faits-marquants/5557-noam-chomsky-aucune-preuve-qu%E2%80%99al-qaïda-a-perpetre-les-attentats-du-11-septembre/>

---

## 1-8 Normand Beudet : Les Forces Canadiennes, Recrutent-elles de la "chair à canon" ?

Le court clip vidéo mis en ligne par la Fédération des femmes du Québec (FFQ) a été jugé blessant par certains parents de militaires morts ou blessés au combat.

Les excuses rapides et la modification de la vidéo étaient appropriées.

Les organismes anti-guerre compatissent à leur peine, mais trouvent malheureux qu'ils soient blessés par l'expression «chair à canon» qui, selon le dictionnaire Robert, est une locution familière pour désigner «les soldats exposés à être tués». Il ne s'agit aucunement d'une insulte mais d'un constat. Car, dans

l'armée, tout le monde sait que les simples soldats sont plus exposés à la mort que les membres de l'état-major qui prennent les décisions ou les politiciens qui décident des guerres.

La vidéo tente maladroitement d'explorer les sentiments d'une mère, qui n'aime pas la guerre actuellement en cours, et qui fait face pour une troisième fois au départ de son enfant pour cette guerre impopulaire. L'illustration fait réfléchir et réagir

« Utilise-t-on nos enfants comme de la "chair à canon"? ». À notre avis, la question de cette mère actrice garde toute sa légitimité. Même si l'image paraît exagérée, n'oublions pas que la majorité des soldats morts en Afghanistan au service des Forces canadiennes n'avaient pas franchis le cap des 25 ans, et que la version moderne des guerres vise à minimiser les pertes en combattants, quitte à accepter plus de « dommages collatéraux », mort de civils afghans. De fait, des parents de militaires se questionnent, et certains ont d'ailleurs questionnés publiquement les Forces en ce sens. Pour eux, s'engager dans ces polémiques représente un exercice dont ils préfèrent être épargnés. De toute façon, il est important de souligner que les parents ou les familles des militaires ayant eu à subir les affres de la guerre ne sont pas la cible de ce questionnement.

La cible de cette initiative est le gouvernement conservateur minoritaire qui utilise systématiquement les militaires des Forces canadiennes et leurs familles pour promouvoir sa guerre impopulaire et contrer toute opposition. Sans déposer une nouvelle politique de défense au parlement, il applique unilatéralement son plan d'accroissement massif des dépenses militaires. « Le Canada d'abord » est un programme qui prévoit un accroissement de 100 milliards de dollars des dépenses militaires jusqu'en 2025; le budget annuel des Forces passera ainsi de 21 milliards actuels, à près de 30 milliards en quinze ans. Déjà, les acquisitions sont en cours avec les chasseurs à capacité nucléaire F-35. Le plus gros contrat de l'histoire du pays!

Mais revenons au clip vidéo controversé qui est toujours en ligne, il vise à illustrer trois choses :

1. Le fait que l'actuelle guerre en Afghanistan a servi de justificatif à un accroissement faramineux des dépenses militaires. Ce qui s'est fait par la manipulation, en prétendant qu'il fallait appuyer nos soldats qui allaient secourir les femmes Afghanes. Notre gouvernement dépenserait ainsi 55 millions par jour pour prétendument défendre la cause des femmes afghanes, mais a refusé en août 2009 de se dissocier du gouvernement Karzai lorsque ce dernier a passé une loi autorisant le viol conjugal.

Ainsi, le véritable enjeu de la guerre est évacué de tous les débats par la manipulation. Les dirigeants évitent à tout prix de parler de la guerre pour le positionnement géostratégique d'un gouvernement ami. De l'assistance au positionnement des puissances occidentales au cœur stratégique de l'Asie centrale. On n'ose pas évoquer que les soldats canadiens servent au positionnement du gouvernement Hamid Karzai entre les richesses en énergies fossiles de la Mer Caspienne et les trois puissances à plus fort potentiel de développement économiques de la planète (La Russie, la Chine et l'Inde), et ce dans l'arrière-cour des déifiantes forces iraniennes. Pour le gouvernement, il ne faut surtout pas brouiller les cartes en soulignant la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai, de plus en plus défiante.

2. Le fait que cette nouvelle orientation offensive de la politique canadienne, combinée aux départs massifs des baby-boomers, a créé une pénurie au niveau des effectifs militaires, et est à la base d'une offensive de recrutement sans précédent fut considéré. Dans le cadre de nouvelles missions de guerre, afin de fournir un nombre important de soldats pour des opérations de combat terrestre, les Forces canadiennes ont lancées une très importante offensive de recrutement. L'ex-commandant des Forces canadiennes Rick Hillier a annoncé l'Opération Connexion qui mobilise toutes les instances de l'armée pour contribuer au recrutement militaire. On vise les proches des militaires, et on mobilise tous le personnel soit plusieurs dizaines de milliers de personnes au pays. Ça ne suffit pas, il faut aussi mobiliser les organismes para-militaires tels que les Ligues de Cadets, les associations d'anciens combattants, certains organismes caritatifs liés à l'armée (amputés de guerre et Légion canadienne) et les nombreuses autres associations de défense dans l'effort de persuasion. Comble de l'aberration, pour son Centenaire, la Marine canadienne tente même d'utiliser les enseignants dès la maternelle.

3. Et finalement le fait que ce coûteux changement de cap dans la politique de défense, qui a un impact sur la vie de tous, se réalise au mépris de la démocratie canadienne. Le gouvernement n'a procédé par aucune étape démocratique pour ce changement à long terme de la politique gouvernementale. Aucun nouveau Livre blanc n'a été déposé pour justifier l'abandon des missions des paix dans le cadre des Nations Unies, aucune étude ni consultation sur les conséquences de cette réorientation vers des actions offensives sous le commandement de l'OTAN n'a été effectué. Aucune opposition n'a pu évaluer les conséquences de ces changements tant dans la politique de Défense, que dans les Affaires Extérieures, qu'au niveau de l'impact sur le Ministère des anciens combattants et sur les familles canadiennes. Dans cette démarche, le fait que les soldats des Forces canadiennes soient en guerre et que nous devons "supporter nos troupes" a systématiquement servi d'argument bâillon pour museler toute opposition, tout débat et tout questionnement. Même l'opposition politique n'a pas eu le courage de dénoncer cette situation.

Aujourd'hui, la guerre se poursuit. Nous sommes face à un recrutement intensif de nos jeunes grâce à une foule de programmes d'intéressement. Les agences de l'armée, comme les Liges de cadets sollicitent nos jeunes parfois dès l'âge de 9 ans et généralement à 12 ans et 16 ans, même dans les écoles. On utilise de nombreux incitatifs économiques pour attirer les plus pauvres et les jeunes des régions plus démunies en termes d'activités jeunesse. Les Forces canadiennes mobilisent les efforts des membres de corps enseignants appartenant aux réserves de l'armée, leur donnant l'ordre d'approcher nos jeunes pour les intéresser à la carrière militaire. Les parents doivent-ils garder le silence parce que nos soldats sont au combat?

On s'entend bien, le métier de militaire n'est pas un métier comme les autres. C'est le seul métier où on est conditionné, entraîné, équipé et payé pour accepter de devoir inévitablement "tuer, ou être tué".

L'armée et la guerre, normalement un dernier recours exceptionnel, est dorénavant utilisé comme un outil normal de la politique économique. N'oublions pas qu'à la fin septembre, des parents de militaires morts au combat ont été amenés par les Forces canadiennes en Afghanistan. Le gouvernement Harper les utilise présentement pour demander la poursuite de la présence canadienne après 2012. Qui tente de manipuler qui, ici?

Nos programmes sociaux disparaissent, nos ressources sont dilapidées et la population canadienne est soumise à d'importantes contraintes économiques. L'abus dans les dépenses militaires peut déstabiliser l'économie d'un pays, et son équilibre social, on a qu'à regarder la situation chez notre voisin du sud. Pendant ce temps, les hauts gradés de l'armée, en symbiose avec l'industrie militaire, s'enrichissent à nos dépens, avec nos impôts. Et nous devrions nous taire?

Si on saisit bien le message, la Fédération des femmes du Québec ne considère pas les militaires comme de la " Chair à canon ", elle l'a répété à mainte reprise. Elle a simplement le courage d'exprimer haut et fort ce qu'une majorité de québécois expriment en privé. Les Forces Canadiennes, nos hauts dirigeants politiques, les propriétaires d'industries militaires et la hiérarchie militaire recrutent-ils présentement des jeunes soldats, qui servent par la suite leurs intérêts comme s'ils n'étaient que de la simple " Chair à canon ", dans sa version moderne. Pour les organismes opposés à la guerre les familles des militaires sont les secondes victimes de cette guerre, juste après les victimes afghanes innocentes. L'intention de la vidéo n'était certainement pas de les blesser. Les excuses et la modification de la vidéo jugée blessante étaient les gestes appropriés, passons maintenant aux vraies choses.

Les opposants à la guerre pourront-ils, un jour, se prononcer publiquement sans faire face aux salves télévisuelles des nombreux spécialistes « porte paroles » du lobby militaire canadien qui les accusent de "mettre la vie des soldats en péril"?. Peuvent-ils s'exprimer librement sans être considérés comme des « traîtres à la patrie » ou comme « étant irrespectueux envers ceux qui ont sacrifiés leur vie »?

À quand un débat rationnel, libre de manipulation sur la guerre en Afghanistan?

Normand Beudet

[http://www.nonviolence.ca/index.php?option=com\\_content&task=view&id=267&Itemid=1](http://www.nonviolence.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=267&Itemid=1)

---

---

## 2 Les Brèves

2-1 Jean-Marc Trappler : L'armée afghane incapable de prendre le relais de l'OTAN ?

nb : Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

« Pas question pour l'OTAN de quitter l'Afghanistan après la passation des opérations militaires aux Afghans », c'est ce qu'affirme James Appathurai, le porte parole de l'OTAN aujourd'hui : « transfert ne veut pas dire départ ».

En substance, J.A. précise qu'il n'y aura pas de vide dès le transfert effectué au profit de l'armée afghane, dès 2011, en prédisant que l'OTAN restera aussi longtemps que nécessaire en Afghanistan, du moins jusqu'en 2014, fin présumée du transfert.

Cette déclaration, faite à Bruxelles, laisse présager de sombres perspectives si d'aventure, les forces afghanes se révélaient être incompetentes. Il y a fort à parier que des soldats mal payés soient tentés par d'autres aventures plus lucratives et plus en accord avec les réalités de demain ; un ralliement à la cause talibane par exemple, à moins que des accords n'aient lieu entre les résistants et le pouvoir en place. Quoi qu'il en soit, la mission de l'OTAN reste largement inachevée et le moment du transfert correspond au pire moment de ce que l'OTAN aura vécu depuis le début de son intervention, harcelée et victime des pertes humaines les plus lourdes depuis le début du conflit.

Les pays membres de l'ISAF se réuniront le 20 novembre prochain pour examiner une situation dont chacun voudrait bien se retirer sans y laisser davantage de soldats encore. En parlant de partenariat durable avec l'OTAN, dit le porte-parole, n'y a-t-il pas une volonté de rester stationné en Afghanistan au-delà du temps strictement nécessaire ?

L'explication d'Obama concernant le renforcement du dispositif de l'ISAF de 30.000 soldats supplémentaires laisse perplexe alors qu'il explique en même temps que le retrait commencerait à s'opérer en juillet prochain. On voit mal aujourd'hui comment les forces afghanes pourraient prendre le relais de l'alliance la plus militarisée et réputée la plus performante de la planète alors qu'elle ne parvient pas à sécuriser le pays et, pire, subit de plus en plus d'attaques et d'actes terroristes compromettant la mission qu'elle s'était assignée.

Jean-Marc Trappler

12 novembre 2010

<http://www.arnees.com/L-armee-afghane-incapable-de,34081.html>

---

## 2-2 Jean-Marc Trappler : Afghanistan/OTAN : présence militaire canadienne jusqu'en 2014.

nb : Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Stephen Harper vient d'en faire la déclaration à Seoul ; les militaires canadiens prêteront main forte aux armées afghanes, assurant une mission de formation et d'accompagnement.

Cette déclaration vient en contradiction d'une précédente et récente déclaration appelant à un retrait et retour des forces canadiennes d'Afghanistan, hormis quelques militaires en charge de la sécurité de l'ambassade canadienne à Kaboul.

Toutes les forces de la coalition sont d'accord sur un point : les Afghans ne sont pas en capacité de prendre le relais, faute de formation suffisante et d'encadrement compétent ; c'est ce que revendique Harper pour justifier son changement d'avis et de préciser que l'engagement futur des militaires canadiens se limiterait strictement à l'instruction excluant ainsi toute mission de combat. Affirmer se cantonner à l'instruction sans prendre part aux missions de combat paraît cependant hasardeux ; comment passer d'un monitorat d'instruction à une mission de combat en manquant d'encadrement opérationnel compétent ? C'est un problème que toutes les forces alliées vont devoir résoudre car se limiter strictement à l'instruction présente un risque de débandade certain dès les premiers accrochages.

Après bientôt dix années de guerre et d'assistance militaire, on en vient à estimer qu'il faudra encore rester, au moins jusqu'en 2014, pour que la formation des militaires afghans porte ses fruits. Sommes nous donc naïfs à ce point de croire que les Afghans sont capables de réaliser en si peu de temps – assurer la sécurité de 100% de leur territoire – alors que nous n'avons pu le faire en dix ans. L'OTAN risque de rester un peu plus longtemps que prévu dans la place et les Français itou.

Jean-Marc Trappler

11 novembre 2010

<http://www.arnees.com/Afghanistan-OTAN-presence,34086.html>

---

## 2-3 Meurtres délibérés d'Afghans: un soldat américain devant la justice aux USA.

Le meneur présumé d'un groupe de soldats américains accusés d'avoir exécuté pour s'amuser des civils afghans, a été présenté mardi devant la justice militaire lors d'une audience préliminaire qui a révélé de nouveaux détails de la macabre affaire.

Le sergent Calvin Gibbs, assis entre ses deux avocats, a écouté calmement en ouverture d'audience la liste des chefs d'accusation, parmi lesquels meurtres avec préméditation, complot, obstruction de l'enquête et manquement au devoir.

Selon l'accusation, Calvin Gibbs, 26 ans, était le meneur au sein d'un groupe de cinq soldats qui auraient élaboré pour s'amuser des "scénarios" pour exécuter trois civils afghans début 2010 dans la province de Kandahar.

L'accusé aurait également passé à tabac un soldat qui avait alerté sa hiérarchie sur la consommation de hashish dans l'unité et les meurtres présumés. Le soldat en question, Justin Stoner, aurait été attaqué le 5 mai 2010 "avec les poings et à coups de pieds", selon le colonel Molloy.

A l'instar de plusieurs autres témoins, Justin Stoner a refusé de témoigner lors de l'audience, invoquant son droit au silence.

L'agent spécial Anderson Wagner, l'un des enquêteurs, interrogé par téléphone, a affirmé que Justin Stoner lui avait dit que l'un des membres de l'unité lui avait montré des os de doigts et "lui avait dit que s'il ne voulait pas finir comme la personne (à qui appartenait les os), il ferait bien de ne rien dire de ce qui se passait" dans l'unité

10/11/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

## 2-4 E.-U: hausse du nombre de suicides chez les anciens combattants.

Dans l'armée américaine elle-même, les suicides ont atteint le record de 309 en 2009 contre 267 en 2008, selon les chiffres du Pentagone.

Le nombre de suicides parmi les anciens combattants américains, notamment des hommes jeunes ayant servi en Irak et Afghanistan, est en hausse, a déploré jeudi le ministre des Anciens combattants, Eric Shinseki, tout en reconnaissant ne pas pouvoir les chiffrer.

«Je sais que les suicides sont à la hausse mais comment les quantifier, sur une si grande population? Je ne peux pas le faire», a déclaré M. Shinseki dans une interview à la radio publique NPR à l'occasion du 11 novembre.

Il a précisé qu'il y avait 23 millions de vétérans aux États-Unis, dont 8 millions suivis par les services des anciens combattants (santé, pensions...).

Plusieurs enquêtes montrent une hausse du taux de suicide chez les jeunes qui ont quitté l'armée. «Cela relève du stress, du traumatisme qui accompagne ce qui se passe sur le terrain, avec une armée réduite qui doit toujours faire davantage» et où les soldats «s'engagent tour après tour», a-t-il dit.

Dans l'armée elle-même, les suicides ont atteint le record de 309 en 2009 contre 267 en 2008, selon les chiffres du Pentagone. Le nombre de suicides entre 2005 et 2009 dans l'armée, soit 1100, a dépassé celui des soldats américains morts au combat en Afghanistan depuis 2001 (1000).

Le Pentagone et le ministère des Anciens combattants ne tiennent pas de statistiques des décès de ceux qui ont quitté l'armée. Sur les 30 000 suicides annuels aux États-Unis, 20% sont toutefois attribués aux anciens combattants, soit 6000 par an, selon des statistiques gouvernementales.

M. Shinseki, général d'armée de Terre à la retraite, a par ailleurs déploré un engorgement des demandes de traitement des dossiers d'anciens combattants, qui atteignent 700 000, soit une augmentation de quelque 40% sur un an: il y en avait entre 400 000 et 500 000 en 2009 à la même époque.

En un an, un million de nouvelles demandes de traitements, dont beaucoup de victimes de PTSD (syndrome de stress post-traumatique), ont été soumises. «On fait ce qu'il faut, mais pas assez vite», a reconnu Eric Shinseki.

[http://www.cyberpresse.ca/international/etats-unis/201011/11/01-4341728-e-u-hausse-du-nombre-de-suicides-chez-les-anciens-combattants.php?utm\\_categorieinterne=traficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_B13b\\_etats-unis\\_286\\_section\\_POS3](http://www.cyberpresse.ca/international/etats-unis/201011/11/01-4341728-e-u-hausse-du-nombre-de-suicides-chez-les-anciens-combattants.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_etats-unis_286_section_POS3)

---

## 2-5 Le président Karzaï condamne une opération antidrogue russo-américaine...

Hamid Karzaï a condamné samedi l'opération antidrogue menée par les Russes et les Américains "sans sa permission" dans l'est de l'Afghanistan et a demandé des "explications" au commandement de l'Otan.

"Aucune organisation ou institution n'a le droit de mener ce type d'opérations sur notre territoire sans la permission et l'accord du gouvernement afghan", indique la présidence afghane dans un communiqué.

"L'Afghanistan condamne cette action de l'Otan et rappelle que ces opérations unilatérales sont une violation claire de la souveraineté de l'Afghanistan et des lois internationales", a ajouté la présidence, prévenant qu'il y aurait une "réaction" de Kaboul si ce type d'opérations se répétait.

Le représentant à Kaboul du service russe antidrogue, Alexeï Milovanov, a déclaré à l'AFP que le président Karzaï avait été "mal informé".

"Il s'agissait d'une opération menée par le ministère afghan de l'Intérieur, pas par nous", a déclaré M. Milovanov.

"Nous avons simplement agi en qualité de conseillers, conformément à l'accord entre les gouvernements afghan et russe sur la présence de conseillers pendant une opération antidrogue", a affirmé M. Milovanov.

Russes et Américains ont mené pour la première fois une opération antidrogue commune en Afghanistan, avait annoncé vendredi le chef du service russe antidrogue, Viktor Ivanov, en précisant que Moscou souhaitait multiplier ce type d'actions et déployer ses spécialistes sur place.

L'intervention a permis la destruction de 932 kg d'héroïne et 156 kg d'opium pour une valeur de 250 millions de dollars, selon M. Ivanov, cité par les agences russes.

Il avait précisé que quatre agents du service russe antidrogue, des forces spéciales américaines et des agents du ministère afghan de l'Intérieur avaient participé à l'opération, qui a nécessité trois mois de préparation.

"C'était un nœud de trafic de drogue très important situé à cinq kilomètres de la frontière afghano-pakistanaise", avait souligné M. Ivanov.

M. Ivanov avait par ailleurs assuré que la Russie était prête à former les services antidrogue de Kaboul.

"Mais cette question n'est pas réglée, il faut l'aval des autorités afghanes", avait-il dit.

Moscou dénonce régulièrement la croissance du trafic de drogue depuis l'Afghanistan et l'attribue notamment au laxisme des forces américaines dans ce pays. La Russie est opposée à l'idée d'envoyer ses soldats sur le terrain afghan, toujours hantée par son humiliant retrait militaire d'Afghanistan en 1989, après une décennie d'un borbier qui mit en évidence les faiblesses de l'armée rouge et porta atteinte à l'image de l'URSS.

L'Afghanistan produit environ 90% de la production mondiale d'opium.

Le pays a généré 3.600 tonnes d'opium cette année soit une baisse de près de 50% par rapport à la production de 2009, selon une estimation fin septembre de l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

Mais en valeur, cette production est en hausse de 38%, représentant quelque 604 millions de dollars, selon l'Afghanistan Opium Survey 2010.

AFP

30-10

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/afghanistan-le-president-karzai-condamne-l-operation-antidrogue-russo-americaine-30-10-2010-1129932.php>

<http://www.20minutes.fr/ledirect/615859/monde-operation-antidrogue-karzai-demande-explications-otan>

---

## 2-6 L'aide des USA à la reconstruction perdue dans un "labyrinthe".

Les milliards de dollars alloués par les Etats-Unis aux 7.000 organismes voués à la reconstruction de l'Afghanistan se perdent dans un "labyrinthe" qui empêche de savoir si l'argent est utilisé à bon escient, juge un organe gouvernemental américain dans un audit.

Selon ce rapport obtenu jeudi par l'AFP et rédigé par l'Inspecteur général pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR), Washington a déboursé "près de 18 milliards de dollars" entre 2007 et 2009, distribués entre 7.000 "organisations à but non lucratif et sociétés privées", installées en Afghanistan et travaillant à la reconstruction du pays, à laquelle les Etats-Unis ont consacré 55 milliards de dollars depuis 2001.

Le texte, adressé notamment à la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, à son collègue de la Defense Robert Gates ou encore à l'ambassadeur américain en Afghanistan Karl Eikenberry, signale qu'"il est compliqué de s'y retrouver dans le labyrinthe déroutant que constituent les sociétés engagées par le gouvernement" américain.

Tant le Pentagone que le département d'Etat et l'USAID, l'Agence américaine pour le développement international, "sont incapables de dire clairement combien d'argent ils ont dépensé en contrats dédiés aux activités de reconstruction en Afghanistan", pointe le rapport, premier audit sur le sujet.

Le SIGAR regrette notamment que n'ait pas été créée "une base de données centrale destinée à suivre l'évolution des différents projets de reconstruction lancées par les agences et ministères américains", contrairement à une recommandation qu'il avait faite par le passé.

Et le rapport d'épingler le Pentagone, au sein duquel "co-existent quatre organismes chargés de gérer les contrats de reconstruction financés par le département de la Défense qui ne se coordonnent pas entre eux". Pire, indique le texte, "le partage d'informations entre les agences gouvernementales est réduit à sa plus simple expression".

"Cet audit est fondamental, car si nous ignorons à qui nous donnons de l'argent, il est pratiquement impossible de surveiller le système dans son ensemble", indique l'Inspecteur général, Arnold Fields.

Dans un autre rapport paru simultanément, le SIGAR s'alarme du fait que six installations de la police nationale afghane financées par le corps des ingénieurs de l'armée américaine sont "si mal construites qu'elles sont inutilisables à l'heure actuelle (...) et pourraient s'effondrer lors d'un tremblement de terre".

La société engagée pour les travaux est une firme afghane appelée Basirat Construction.

Des six installations, trois doivent encore être achevées, mais, explique le texte, "il y a peu de chances pour que Basirat Construction finisse les chantiers restants avec les fonds alloués au départ vu le très grand nombre de réparations à effectuer" sur les trois premières installations déjà livrées ou en passe de l'être.

Arnold Fields met en cause le corps d'ingénieurs de l'armée américaine pour son manque de "surveillance" des chantiers.

29/10

---

## 2-7 Guantanamo : Les Brèves

### 1 Les USA épinglés par le Conseil des droits de l'homme : Peine de mort et non-ratification des traités internationaux

L'Examen périodique universel (EPU) est né en 2006 des cendres de la Commission des droits de l'homme décriée pour son incapacité à faire respecter les valeurs fondamentales de l'ONU.

Washington a été passé au crible par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, hier à Genève. Sous une pluie de critiques portant notamment sur le centre de détention de Guantanamo, la peine de mort ou la non-ratification de traités internationaux, la délégation américaine a reconnu ne pas être satisfaite de la situation. «Nous ne sommes pas satisfaits du statu quo et nous continuerons à améliorer nos lois», a assuré le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les droits de l'Homme, Michael Posner. Aux détracteurs invoquant des violations des droits de l'Homme dans les guerres en Irak et en Afghanistan, le conseiller juridique du Département d'Etat américain, Harold Koh, a rétorqué : «Qu'il n'y ait aucun doute là-dessus, les Etats-Unis ne pratiquent pas la torture et ne la pratiqueront pas».

Le débat à l'ONU intervient alors que le Washington Post a révélé jeudi que l'ancien président américain, George W. Bush, avait dans ses mémoires avoir personnellement donné son aval aux agents de la CIA pour soumettre le cerveau des attentats du 11 septembre, Khaled Cheikh Mohammed, à la simulation de noyade. La secrétaire d'Etat adjointe américaine auprès des organisations internationales, Esther Brimmer, a déclaré que cet Examen périodique universel (EPU) que passe pour la première fois son pays devant ses pairs «représente une étape dans notre long engagement pour promouvoir les droits de l'Homme».

L'EPU est une innovation majeure du Conseil, née en 2006 des cendres de la Commission des droits de l'homme décriée pour son incapacité à faire respecter les valeurs fondamentales de l'ONU. Il permet l'examen systématique et régulier de la situation des droits de l'Homme dans chacun des 192 pays membres de l'ONU, pour éviter l'accusation de sélectivité. Premier sur une liste de 87 orateurs, Cuba a demandé aux Etats-Unis de mettre fin à l'embargo américain contre l'île, décrit comme «un génocide» et de libérer cinq militants cubains aux Etats-Unis considérés par La Havane comme des «prisonniers de guerre».

Autre ennemi juré des Etats-Unis, l'Iran a estimé que «malheureusement, les Etats-Unis ont été et continuent d'être ceux qui violent le plus systématiquement les droits de l'Homme». Plusieurs pays occidentaux dont la Grande-Bretagne et l'Australie ont pour leur part demandé un moratoire ou l'abolition de la peine de mort. La France a «salué l'engagement pris par le président Obama de fermer le centre de détention de Guantanamo». «Il importe que cette promesse soit honorée», a déclaré l'ambassadeur français, Jean-Baptiste Mattei. Près de 300 organisations non gouvernementales américaines ont livré pour l'occasion un rapport de 400 pages détaillant «les insuffisances criantes» en matière de droits de l'Homme aux Etats-Unis, dont les discriminations raciales dans le système judiciaire et le traitement des immigrés.

Les Etats-Unis, qui avaient refusé de faire partie du Conseil en 2006, ont rejoint l'organisme onusien avec l'arrivée aux affaires du président Barack Obama. Washington a rejoint officiellement le Conseil en mai

## 2 Violation des engagements internationaux par les Etats-Unis.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Manfred Novak, a déclaré que la prison de Guantanamo et la situation inhumaine prévalant dans cette prison étaient des cas de violations des engagements internationaux par les Etats-Unis.

Novak en a profité pour demander la fermeture de cette prison. " Et ce, alors que les Nations unies demandent, depuis 2006, la fermeture de cette terrible prison.", a ajouté Novak. Il a, également, souligné que la prison américaine de Guantanamo était une prison illégale. "Le seul fait que les prisonniers y sont détenus, pour de longues périodes, viole la loi internationale.", a-t-il dit. "Tant que Guantanamo ne sera pas démantelé, la violation des droits de l'Homme se poursuivra.", a-t-il affirmé.

27/10

<http://french.trib.ir>

---

## 3 Khadr raconte la menace de viol à Bagram.

Au quatrième jour des audiences pour déterminer la peine à imposer à Omar Khadr, qui a plaidé coupable lundi à des accusations de crimes de guerre, la Défense a fait admettre en preuve une lettre qui raconte les mauvais traitements subis par le jeune détenu canadien peu après sa capture en Afghanistan.

Un des premiers interrogateurs à avoir tenté de soutirer des aveux à Omar Khadr, Joshua Claus, lui avait raconté l'histoire d'un «jeune afghan» qui, parce qu'il refusait de coopérer avec les militaires, avait été envoyé dans une prison aux États-Unis, violé dans la douche par «quatre gros hommes noirs» et est «probablement» mort de ses blessures.

«Toute cette histoire m'a fait très peur», a écrit Omar Khadr, dans une lettre lue en cour vendredi matin par son avocat militaire, le lieutenant-colonel Jon Jackson.

La Défense avait toujours argué que les aveux faits par Omar Khadr à la suite de cette «menace» devaient être rejetés puisque faits sous une forme certaine de contrainte.

N'ayant pas réussi à faire admettre ces éléments aux audiences sur sentence, la Défense a trouvé le moyen d'en informer tout de même le jury en lisant cette lettre signée par le détenu.

«Ça n'excuse pas ce que j'ai fait. Mais je voulais que vous sachiez ce qui m'est arrivé à Bagram», a écrit le jeune Khadr, aujourd'hui âgé de 24 ans, mais qui en avait 15 à l'époque.

Joshua Claus a par la suite été accusé et reconnu coupable de mauvais traitements de prisonniers à la prison de Bagram, mais pas spécifiquement dans le cas d'Omar Khadr.

Les audiences pour l'établissement de la peine de prison à imposer au prisonnier se sont terminées vendredi matin avec la lecture de cette lettre. Les plaidoyers finaux se dérouleront samedi matin et le jury débutera par la suite ses délibérations.

29 octobre

<http://www.cyberpresse.ca/dossiers/omar-khadr/201010/29/01-4337410-khadr-raconte-la-menace-de-viol-a-bagram.php>

---

## 4 Omar Khadr condamné à 40 ans de prison par un tribunal militaire d'exception.

Omar Khadr a finalement plaidé coupable lundi d'avoir tué un infirmier militaire américain, Christopher Speer, en lançant une grenade

Le jeune Canadien Omar Khadr qui plaide coupable de crimes de guerre, dont meurtre, a été condamné dimanche à 40 ans de prison par une commission militaire d'exception à Guantanamo (Cuba), mais il effectuera une peine réduite en vertu de l'accord de plaider coupable.

Les sept jurés militaires ont délibéré pendant près de neuf heures sur deux jours pour parvenir à une décision quasiment symbolique puisqu'en plaident coupable le Canadien, arrêté à l'âge de 15 ans en Afghanistan en 2002, s'est assuré une peine réduite.

Selon le juge militaire Patrick Parrish, l'accord de plaider coupable inclut une peine de huit ans de détention, dont un an à Guantanamo et le reste au Canada si Ottawa est d'accord. Agé de 24 ans aujourd'hui après avoir passé huit dans la prison américaine à Cuba, Omar Khadr a finalement plaidé coupable lundi d'avoir tué un infirmier militaire américain, Christopher Speer, en lançant une grenade.

Outre meurtre, il comparaisait aussi pour tentative de meurtre pour avoir fabriqué des bombes artisanales, ainsi que pour complot, soutien au terrorisme et espionnage.

Le jeune Canadien est le 3e détenu de Guantanamo à plaider coupable, et le 5e à comparaître devant une commission militaire d'exception, une juridiction mise en place pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale par l'administration du président George W. Bush, et rétablie, après réforme, par le président Barack Obama.

AFP

Mis en ligne le 31/10/2010

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/620553/omar-khadr-condamne-a-40-ans-de-prison-par-un-tribunal-militaire-d-exception.html>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19